

# Archives de sciences sociales des religions

Numéro 128 (octobre - décembre 2004)  
Varia

---

Chantal Saint-Blancat

**Yves Charles Zarka, Sylvie Taussig,  
Cynthia Fleury (éds.), *L'Islam en France***  
Cités, hors série, Paris, PUF, 2004, 733 p.

---

#### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

#### Référence électronique

Chantal Saint-Blancat, « Yves Charles Zarka, Sylvie Taussig, Cynthia Fleury (éds.), *L'Islam en France* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 128 | octobre - décembre 2004, document 128.45, mis en ligne le 16 novembre 2005. URL : <http://assr.revues.org/2150>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales  
<http://assr.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://assr.revues.org/2150>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Archives de sciences sociales des religions

dix commandements mais aussi de l'édification morale de chacun dans l'esprit de la première table. L'A. précise que « Luther lui-même aurait hésité à adopter ces nouvelles conclusions » (p. 117).

Le bref chapitre 5 revient sur l'évolution des mentalités à la fin du Moyen Âge aux fins de montrer – dans le style 'binoculaire' qu'affectionne l'A. – comment « le mouvement de 'réforme juridique' du XV<sup>e</sup> siècle a conduit à la Réforme luthérienne et comment la Réforme luthérienne, en retour, a produit un nouveau mouvement de réforme juridique » (p. 177). Toujours orienté vers une mise à plat des mécanismes de la Réforme, ce chapitre offre quelques exemples de thèmes (les œuvres de charité), lieux (Wittenberg) et dates et annonce les deux illustrations principales de l'analyse : le mariage et l'éducation. S'il est un domaine où la 're-lecture évangélique' du droit canonique a rendu nécessaire l'établissement de règles de droit civil, c'est bien celui du mariage qui a occupé les théologiens et juristes dès les débuts de la Réforme (chap. 6). La suprématie de l'Église – catholique – dans les institutions scolaires était déjà battue en brèche depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, comme le rappelle l'A. (p. 259), mais il est vrai que la Réforme, aussi bien dans son esprit évangélique que pour sa mise en place et son affermissement, rendait indispensable l'établissement de nouvelles structures d'enseignement (chap. 7).

Les réflexions proposées en guise de conclusion élargissent soudainement le champ d'observation et le passage de Wittenberg au XVI<sup>e</sup> siècle au monde occidental actuel est un peu abrupt (p. 295) ; il n'est pas interdit au lecteur de considérer la vision de Troeltsch au moins aussi pertinente et, sans ignorer le rôle historique de Luther et des premiers réformateurs, de difficilement considérer l'influence de ces doctrines aussi directement – et uniquement – prégnante dans ce que l'A. appelle le « monde occidental ».

Une bibliographie non négligeable mais que l'absence de la *summa divisio* sources/études rend confuse (à noter également les dangers du « tri par ordinateur » qui renvoie 'von Beust', 'von Friedeburg', etc. à la lettre V !).

Affirmer qu'un « travail sérieux d'études interdisciplinaires entraîne nécessairement les critiques et mécontentements de tous » (p. 30) ne préserve pas des amertumes du lecteur. Droit et théologie sont effectivement au cœur de la Réforme comme de la pensée de Luther et une approche interdisciplinaire des œuvres de ce dernier est tout à fait pertinente. Mais les juristes ont déjà bien conscience de ce lien entre religion

et droit (sans oublier la morale) et si une nouvelle étude de la pensée de Luther n'est jamais malvenue, était-il pour autant nécessaire d'en conclure directement de la théorisation de la pensée de Luther au monde occidental actuel ? La Réforme ne se résume pas à Luther, ni les valeurs du monde moderne occidental à la Réforme. De plus, la lecture 'binoculaire' – expression que revendique l'A. pour son approche interdisciplinaire – finit par tourner en rond et le style, souvent répétitif, ainsi que l'abus des formules pseudo-dialectiques comme, par exemple, « laïciser le clergé et 'clériciser' la société laïque » (p. 107) n'emportent pas la conviction. Si la métaphore du « professeur qui a pris John Witte Jr. sous son aile pour lui apprendre à voler » (p. XVII) fait sourire, elle demeure l'image persistante de cette lecture, somme toute, peu enthousiasmante.

Nathalie Kálnoky.

128.45 ZARKA (Yves Charles),  
TAUSSIG (Sylvie),  
FLEURY (Cynthia), éd.

**L'Islam en France.** *Cités*, hors série, Paris, PUF, 2004, 733 p.

Si l'on fait fi d'un éditorial polémique et dramatisant au ton huntingtonien et d'une introduction qui affiche clairement une approche engagée et militante (p. 13), ce volumineux numéro hors Série de la Revue *Cités* est une mine de données et de réflexion pour les chercheurs en sciences sociales. On ne saurait bien sûr analyser en détail les soixante dix sept interventions regroupées en 10 sections affrontant chacune une problématique spécifique.

Les éditeurs de l'ouvrage ont opté pour une démarche plurielle : de l'article scientifique traditionnel au témoignage ou entretien avec des acteurs du champ d'analyse en passant par des interviews 'contradictoires' avec des chercheurs dont la distance critique (p. 13) est à leurs yeux sujette à caution.

Ce n'est pas le choix de la typologie différenciée des interventions qui fait problème mais le caractère inégal, non homogène des contributions ici présentées. Les réflexions théoriques et méthodologiques sur la neutralité du travail scientifique sont connues. On ne saurait toutefois confondre l'analyse d'une réflexion basée sur de solides données de recherche empirique, comme celles de la section VII consacrée aux évolutions des rites religieux (Brisabarre, Chaïb, Bergeaud, Blacker, Kuczynski), qui nous informent sur l'insertion concrète et symbolique des populations musulmanes dans la société

française et sur le chemin qui reste à parcourir, avec les articles politiques et polémistes au ton provocateur de certains auteurs parfois anonymes. Faute de données, ces derniers n'ajoutent rien au débat.

Au lecteur donc de faire son choix au sein de cette offre contrastée où il pourra aussi bien faire l'état des lieux de la construction sociale de l'islam en France et de son amalgame avec l'islamisme que s'informer sur les transformations en cours au sein de la diaspora ou réfléchir sur les occultations et les ambiguïtés qui tendent, à tort, à faire de l'islam une exception au sein du paysage religieux contemporain. Remarquables à ce propos sont les interventions de D. Hervieu-Léger sur la régulation publique du religieux et de P. Mandaville sur l'usage du Web.

La première section soulève le problème de l'instrument statistique pour rendre compte de la présence « musulmane » en France. Les deux premiers articles (Tribalat-Kateb) soulignent la faiblesse de l'outil quantitatif qui ne prévoit pas l'autodéfinition 'religieuse' et/ou ethnique des sujets lors du recensement mais qui par contre ne s'embarrasse pas pour autodésigner les acteurs (en particulier lors des recensements de 1954, de 1962 et de 1968, p. 35). Le fait d'attribuer d'office l'appartenance religieuse par origine ou filiation risque en effet de ne pas rendre compte de cette subjectivité musulmane dont on parle tant et surtout du caractère pluraliste du rapport au religieux chez les musulmans comme auprès des autres croyants. Cette mise en garde est reprise par l'analyse de la complexité turque de S. Tapia.

La section II est entièrement consacrée au rapport entre État, confession et laïcité dans l'espace public en particulier à travers la récente institutionnalisation du CFCM. Certaines interventions se contentent de retracer l'historique du processus (Terrel), d'autres font le point sur le degré de tolérance des États européens par rapport au religieux (Roudaut, Massignon), d'autres enfin interrogent et historicisent la problématique théologique, sociale et politique entre représentation et représentativité (Hervieu-Léger, Guénif-Souillamas). Kepel et Roy distinguent confessionnalisme et islamisme, niveau théologique et pratique sociale.

La section III, comme l'indique son titre « Les territoires conquis sur la République », illustre le centrage de l'ouvrage, la défense de la laïcité qui ne saurait transiger avec la frontière entre État et religions. Un des fils conducteurs de cette section reste celui de la 'victimisation'. Peu d'analyses, à l'exception de celle de Khosrokhavar, mettent en lumière la dissymétrie entre la montée de l'individualisme chez les

jeunes musulmans et les échecs de leur socialisation. Le second thème abordé, la fragilité du lien social, affronte la nécessité d'une réforme interne à l'islam mais il ne trouve pas son pendant dans une analyse critique de la laïcité, du modèle de citoyenneté avec ses carences et contradictions actuelles, sauf chez Trigano et Schnapper ou dans l'excellente perspective juridique de Mezghani.

La section IV dédiée au traitement médiatique de l'islam, en particulier l'évolution de la presse écrite à son égard, reste plus politique que véritable source d'information, à part l'analyse déjà citée de Mandaville.

La section V dont le thème général est l'identité, malgré les analyses disparates qui la composent, est articulée autour d'un fil conducteur : celui de la difficile constitution d'une subjectivité musulmane. Plus que la spécificité de l'islam, cette recherche souligne la crise des institutions françaises face à la redéfinition des rapports entre confessions et espace séculier. Wieworka rappelle, à juste titre, que le débat sur le voile qui a fait coulé tant d'encre ne s'appuie sur aucune recherche synthétique depuis celle publiée en 1995.

La section suivante, dédiée aux femmes est relativement décevante. À part le premier texte d'ordre juridique, bien informé (Kaltenbach), l'analyse anthropologique (Tanzine) du rapport de crainte entre musique et féminité et l'entretien de L. Babès qui clarifie le concept du religieux dans le social, cette partie n'affronte pas les changements en cours auprès des femmes car elle ne se fonde pas sur de vraies données de recherche, faiblesse générale de cet ouvrage.

Les sections VII (dédiée au culte et dont nous avons déjà parlé), VIII sur 'l'argent de l'islam' (contributions compétentes, fines et bien documentées) et X sur la langue coranique, l'enseignement et le relativisme de l'interprétation des Textes sont de loin les meilleures par leur cohérence et la finesse des analyses. Outre l'intérêt de la perspective historiographique et linguistique, cette partie débouche en effet sur une interrogation cruciale : comment transmettre l'islam en Europe et comment former qui s'en chargera (Jambet, Arkoun). On peut regretter, malgré la contribution de Jambet, l'absence d'une réflexion dédiée à l'exégèse et qui aurait ici trouvé sa place.

La section IX est moins homogène bien qu'elle traite d'une dimension à l'ordre du jour : celle de l'internationalisation de l'islam. Il manque toutefois une analyse des réseaux internationaux qui ne concerneraient pas seulement l'islamisme minoritaire mais l'islam en général.

Chantal Saint-Blancat.